

Les événements de 1837-1838

Lectures préparatoires

L'Acte constitutionnel de 1791

L'Acte constitutionnel de 1791 offre aux Canadiens leurs premières élections. Par contre, on est loin du parlementarisme britannique que Louis-Joseph Papineau admire tant. Le Bas-Canada de 1791 est encore une colonie soumise à la métropole et non un État souverain. Le régime de 1791 sera donc une source d'insatisfaction constante pour la majorité canadienne et les réformistes anglophones membres du Parti patriote.

Avec l'Acte constitutionnel de 1791, le Gouvernement anglais est représenté au Canada par le Gouverneur général du Canada. Ce dernier possède presque tous les pouvoirs. C'est lui qui nomme les membres du Conseil exécutif et du Conseil législatif. Il a aussi le pouvoir de dissoudre la Chambre d'Assemblée à tout moment.

La plupart du temps, les personnes nommées dans les Conseils exécutif et législatif sont presque toujours issus de la «Clique du château» (nommée ainsi en raison du fait que les amis du Gouverneur général se retrouvent souvent au Château Saint-Louis à Québec où réside le Gouverneur), c'est-à-dire les membres de la grande bourgeoisie marchande anglaise. Le Parti patriote réclame depuis longtemps l'électivité des conseils, c'est-à-dire le gouvernement responsable. De cette manière, le pouvoir exécutif serait entre les mains du parti ayant obtenu le plus de députés.

Ce système laisse peu de pouvoir à la Chambre d'Assemblée. Son seul véritable pouvoir est de voter les budgets, c'est-à-dire les subsides et la liste civile. Les subsides sont en quelque sorte les taxes que le gouvernement collecte, tandis que la liste civile est le salaire des dirigeants et des fonctionnaires.

Source : <http://www.chez.com/rebellions/>

La crise agricole

En plus des crises politiques et économiques, le Bas-Canada subit également une crise agricole qui perdure depuis plusieurs années. Les années 1830 sont des années de vaches maigres pour les habitants, particulièrement de 1834 (épidémie de mouche à blé) à 1837, cette dernière représentant la plus grosse crise. Les raisons de cette crise sont diverses. La crise agricole va contribuer à exacerber le peuple et à le préparer à la révolte armée. On ne se révolte rarement la bouche pleine...

Source : <http://www.chez.com/rebellions>

Le régime seigneurial

La crise agricole ainsi que les idées libérales défendues par le Parti patriote augmentera le sentiment d'insatisfaction de l'habitant envers les seigneurs trop exigeants. Les seigneurs Ellice, Christie et Joliette sont particulièrement reconnus comme réclamant des redevances très élevées. Il ne faut donc pas s'étonner du fait que leurs propriétés seront occupées par les Patriotes lors des Rébellions. Ce n'est pas que la majorité des paysans réclament l'abolition du régime seigneurial, mais on aimerait plutôt le réformer, du moins stopper les seigneurs qui poussent l'exagération. L'augmentation du coût des redevances seigneuriales aura comme effet d'endetter encore plus les habitants et de renforcer leur mécontentement envers les seigneurs. L'argent disparaîtra littéralement des campagnes, si bien que des seigneurs peu scrupuleux évinceront les habitants en défaut de paiement.

Source : <http://www.chez.com/rebellions>

92 Résolutions (1834)

En février 1834, fort d'un appui populaire sans précédent se traduisant par une majorité absolue à l'Assemblée, le Parti patriote, sous la conduite de Papineau, va adopter une liste de revendications politiques appelées les 92 Résolutions. En voici les plus significatives :

Responsabilité ministérielle

Conseil exécutif responsable devant l'Assemblée

Électivité du Conseil législatif

Contrôle du budget par l'Assemblée

Respect des institutions et de la langue française

Extension du régime seigneurial dans les nouvelles régions colonisées

Ces résolutions vont être envoyées à Londres. La réponse de Londres se fera attendre pendant trois ans et sera loin de plaire au Parti patriote puisque les 92 Résolutions vont être refusées. En effet, en mars 1837, Londres réplique aux 92 Résolutions avec les dix Résolutions Russell qui notamment, augmentaient les pouvoirs du gouverneur et des conseillers.

Source :
www.histori.ca/historica/french_site/index.html

Résolutions Russell

Lord John Russell ministre de l'intérieur au Parlement britannique, présente le 6 mars 1837 dix résolutions au Parlement de Londres, à la suite du rapport de la Commission d'enquête de Lord Gosford. Ces résolutions rejettent les réformes proposées par les Patriotes contenues dans les 92 résolutions et permettent au gouverneur d'utiliser les fonds publics sans l'assentiment de l'Assemblée.

Source : <http://www.chez.com/rebellions/>

Les événements

Les rébellions eurent lieu dans deux colonies du Haut-Canada et Bas-Canada, soit la partie sud des provinces canadiennes actuelles de l'Ontario et du Québec. La rébellion au Bas-Canada débuta en premier, en novembre 1837, et était menée par Robert Nelson et Louis-Joseph Papineau. Cette rébellion aurait inspiré la rébellion, beaucoup plus courte, au Haut-Canada menée par William Lyon Mackenzie en décembre.

Dans les deux cas, le nombre des insurgés était beaucoup moins important que celui des troupes britanniques et des miliciens loyaux au régime, leur armement très limité et leur connaissance des tactiques militaires très sommaires. Les quelques batailles ont donc été plutôt à sens unique. Les rebelles ont en général été encerclés rapidement et ont dû se rendre après quelques heures.

Source : Wikipedia

Le rapport Durham

Le rapport Durham est publié à Londres en février 1839. Durham recommande que le Haut-Canada et le Bas-Canada soient réunis en une seule province qui pourra ainsi devenir, éventuellement, majoritairement anglophone et ce, plus rapidement. Il recommande l'accélération de l'immigration britannique au Canada afin de marginaliser la population canadienne-française, la forçant ainsi à choisir la voie de l'assimilation linguistique et culturelle. Finalement, il suggère le retrait des libertés accordées aux Canadiens français par l'Acte de Québec et l'Acte constitutionnel afin d'éliminer la possibilité de rébellions futures.

Source : Wikipedia